



REPRÉSENTATION PERMANENTE  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
A GENÈVE

JF/is

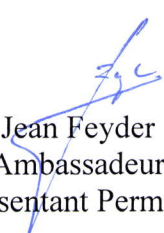
Genève, le 28 janvier 2010

**Objet :** Réponse du Luxembourg au questionnaire relatif à la protection sociale des personnes âgées adressées aux gouvernements par l'Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté

Madame,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une copie des réponses du Luxembourg au questionnaire mentionné sous objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma très haute considération.

  
Jean Feyder  
Ambassadeur  
Représentant Permanent

Madame Maria Magdalena SEPULVEDA CARMONA  
Experte indépendante sur la question des droits  
de l'homme et l'extrême pauvreté  
Haut-Commissariat des Nations Unies  
aux droits de l'homme  
Palais Wilson  
Rue des Pâquis 52  
1201 Genève

OHCHR REGISTRY

- 1 FEV. 2010

Recipients :.....SPD.....  
.....

## **Questionnaire relatif à la protection sociale des personnes âgées adressé aux gouvernements par l'Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté.**

### **(i) Le cadre juridique et institutionnel**

#### **1. Veuillez présenter le cadre juridique qui établit et régit ce programme**

##### **Assurance dépendance**

En 1999, le législateur luxembourgeois a créé une 5<sup>e</sup> branche dans le cadre du code des assurances sociales en instituant un droit à une prise en charge de toute personne qui par suite d'une maladie physique, mentale ou psychique ou d'une déficience de même nature a un besoin important et régulier d'assistance pour les actes essentiels de la vie.

Le droit est ouvert à toute personne requérant plus de 3.5 heures d'aides et de soins par semaines et dont l'état de dépendance dépasse six mois ou est irréversible.

Livre V du Code de la Sécurité sociale, articles 347-396

##### **Accueil gérontologique et tarification sociale**

A côté des prestations d'aides et de soins pris en charge par l'assurance dépendance, chaque institution du long séjour pour personnes âgées offre des prestations qui déterminent l'accueil gérontologique.

- Loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit
- Règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

### Tarification sociale

La tarification sociale est une mesure du Ministère de la Famille et de l'Intégration visant à venir en aide aux personnes âgées dépendantes qui n'ont pas les moyens financiers suffisants pour faire face aux frais liés aux aides et soins nécessaires dans le cadre d'une dépendance. Cette mesure entre dans le cadre des mesures de *maintien à domicile*.

En principe, la tarification sociale intervient en amont voire de manière complémentaire à l'assurance dépendance. Depuis 2004, les usagers des centres psycho-gériatriques (centres de jour spécialisés) peuvent également bénéficier d'une aide matérielle au niveau de leur participation financière journalière. La participation tient compte de la situation familiale et matérielle de la personne.

### Le complément RMG

Le revenu minimum garanti (RMG) assure un revenu de base aux personnes dont les droits à la pension ou les autres moyens d'existence sont insuffisants.

Le cadre juridique est établi par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

### Le forfait d'éducation

Il a pour objet de reconnaître par l'institution d'un droit à prestation lié au fait de l'éducation d'enfants, les efforts consentis au foyer par des femmes sans carrière d'assurance-pension significative. Le cadre juridique est fixé par la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation tel qu'il a été modifié.

***(a) Veuillez indiquer quel est l'âge minimum obligatoire et s'il dépend de la nature de la profession (ex. travail formel ou informel) des bénéficiaires potentiels***

**Forfait d'éducation :** Le bénéfice du forfait d'éducation est ouvert à partir de l'âge de 60 ans ou à partir de l'octroi d'une pension personnelle.

***(b) Veuillez indiquer s'il existe des restrictions, notamment une période minimale de qualification pour recevoir les prestations***

Pour l'assurance dépendance :

Pour les personnes ayant contracté une assurance maladie volontaire, le bénéfice de l'assurance dépendance n'est acquis qu'après un stage de 1 an.

Pour la tarification sociale :

Toute personne affiliée à la sécurité sociale luxembourgeoise et qui ne peut faire face par ses propres moyens aux coûts des prestations peut bénéficier de la tarification sociale.



Pour le revenu minimum garanti :

La loi de 1999 fixe certaines conditions afin de pouvoir bénéficier du revenu minimum garanti :

- Etre domicilié(e) au Grand-Duché de Luxembourg et y résider effectivement
- Disposer de ressources d'un montant inférieur aux limites fixées par la loi
- Etre ressortissant(e) d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ou avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant 5 ans au moins au cours des 20 dernières années
- Etre prêt(e) à épuiser toutes les possibilités non encore utilisées dans la législation luxembourgeoise ou étrangère afin d'améliorer sa situation.

La loi présente en outre quelques particularités pour les personnes âgées, notamment en ce qui concerne la détermination de la communauté domestique.

Pour le forfait d'éducation :

Il est accordé au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant légitime, légitimé, naturel ou adoptif âgé de moins de 4 ans lors de l'adoption, domicilié au Luxembourg et y résidant effectivement au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas, pour l'enfant au titre duquel l'octroi du forfait est demandé, la mise en œuvre de périodes au titre d'années bébés.

*(c) Veuillez préciser si le programme est de nature contributive ou non contributive*

Le financement de l'assurance dépendance est de nature contributive.

Les autres mesures citées sont de nature non contributive.

**2. Dans le cas où ce programme fonctionnerait en l'absence d'un cadre juridique spécifique, veuillez décrire les décrets ou règlements administratifs, ou tout autre document programmatique pertinent qui serait à l'origine de son existence.**

## **(ii) Coût et couverture du programme**

**4. Veuillez indiquer le nombre de bénéficiaires des prestations (ex. par année). Autant que possible, veuillez préciser leur profil.**

*Assurance dépendance :*

2006 : 9857 bénéficiaires, tout âge confondu

*Accueil gérontologique et tarification sociale :*

Pour l'exercice 2008, le nombre des demandes introduites pour l'accueil gérontologique s'est chiffr     210 (2007 : 282). Le nombre de b n ficiaries a augment   de 45 pour atteindre 688 unit  s.

En 2007, le nombre total des b n ficiaries de la tarification sociale s'élevait   2.293 personnes (moyenne d'âge des b n ficiaries : environ 75 ans).

*Forfait d' ducation :*

Le bénéfice du forfait d'éducation est ouvert   partir de l'âge de 60 ans ou   partir de l'octroi d'une pension personnelle.

Le nombre de b n ficiaries s'élevait   36.409 au 31/12/2008.  
Pendant cet exercice, le montant de 76.101.362,22   a été liquid  .

*Revenu minimum garanti :*

Sur les 14.528 personnes b n ficiaries du RMG (situation en date du 31/12/2008), 2.161 personnes (14,87%)  taient  g  es de plus de 60 ans.

**5. Quelles sont les zones géographiques couvertes par le programme ?**

Territoire national

**6. Quel est le budget annuel du programme (exprim   en EUROS) ? Quel pourcentage du PIB représente-t-il ?**

Assurance dépendance :  
2006 : 294.2 millions

Accueil gérontologique

Tarification sociale :

2008 : 7.750.000  
2009 : 8.310.480

RMG (chiffres globaux sans distinction de l'âge des b n ficiaries) :

2008 : 93.803.000  
2009 : 90.661.000

Forfait d'éducation   allouer   certains parents  g  s :

2008 : 73.950.000  
2009 : 75.341.000

**7. Quels sont les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme ? Quelles sont les sources principales de financement ? Ce programme est-il financé par des ressources nationales, régionales ou locales ? Dépend-il de financements extérieurs ?**

L'assurance dépendance est financée par le budget de la Caisse nationale de Santé

Le RMG et l'Accueil Gérontologique sont financés par le Fonds National de Solidarité

Tarification sociale : Budget de l'Etat

8. *Pas de chiffres*

**9. Quel est le montant approximatif des prestations par rapport au salaire moyen et au salaire minimum ? Comment sont calculées les prestations ?**

/

### **(III) Procédés de mise en œuvre**

**10. Quels sont les procédés utilisés pour transférer les prestations aux bénéficiaires ?**

Assurance dépendance : selon le plan-type des aides et soins requis/accordés :

versement des prestations en espèce au bénéficiaire

délivrance des aides et soins en nature par un service agréé et remboursé par la caisse nationale de santé selon procédure établie

Accueil gérontologique : requête individuelle à l'instance compétente et versement mensuel du complément à l'institution qui accueille la personne

Tarification sociale : participation financière du bénéficiaire conformément au taux social arrêté sur dossier individuel pour les prestations acquises

RMG : requête individuelle à l'instance compétente et versement mensuel du complément arrêté à la personne

Forfait d'éducation : il est liquidé mensuellement par anticipation. La mensualité est entièrement due à partir de son échéance.

**11. Quels sont les procédés de mis en œuvre pour informer les bénéficiaires potentiels sur ces prestations ? De telles informations sont-elles délivrées dans plus qu'une langue ?**

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration dispose d'un site Internet ([www.mfi.public.lu](http://www.mfi.public.lu)) où l'internaute trouvera des informations sur les prestations.

Autres sites publics :

- [www.luxsenior.lu](http://www.luxsenior.lu) (site du Ministère de la Famille et de l'Intégration qui s'adresse aux seniors)



- [www.mss.public.lu](http://www.mss.public.lu) (site du Ministère de la sécurité sociale dont relève l'assurance dépendance)
- [www.fns.lu](http://www.fns.lu) (le site du Fonds national de solidarité qui présente les différentes prestations dont l'accueil gérontologique)
- [www.snas.lu](http://www.snas.lu) (le site du Service National d'Action Sociale)
- [www.guichet.lu](http://www.guichet.lu) (le portail du citoyen)

Le français est la langue utilisée.

En outre, un téléphone d'informations pour seniors existe au sein de la division V Personnes âgées du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Les informations y délivrées peuvent être fournies en différentes langues (luxembourgeois, allemand, français, anglais, portugais)

Des brochures et des dépliants d'information sur ces prestations sont disponibles en différentes langues (allemand, italien, portugais,...).

En règle générale, les professionnels sociaux, de soins et médicaux de 1<sup>ère</sup> ligne informent les bénéficiaires potentiels sur leurs droits.

**12. Y a-t-il d'autres services (assistance sociale, subventions...) auxquels les bénéficiaires ont-ils accès en lien avec cette prestation financière ? Si oui, veuillez les décrire.**

/

**13. Les bénéficiaires disposent-ils d'un accès spécifiques à d'autres services publics, en particuliers les services de santé ?**

/

Mécanismes de contrôle et procédure de plainte

**14. Veuillez décrire les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme et indiquer les organes chargés de cette surveillance.**

L'assurance dépendance : Inspection Générale de la Sécurité sociale, Cellule d'Evaluation et d'Orientation,

Accueil gérontologique et RMG : Fonds National de Solidarité

Tarification sociale : Ministère de la Famille et de l'Intégration

**15. Le programme dispose-t-il de mécanismes ou de procédures de plainte ? Si oui, veuillez les nommer et les décrire.**

Les législations relatives à l'assurance dépendance, l'accueil gérontologique et au RMG ont instauré la possibilité d'un recours contentieux devant les juridictions établies par le Code de la Sécurité Sociale.

Toute décision administrative est susceptible d'un recours devant les juridictions de l'ordre administratif.

**16. /**

17. Veuillez inclure toute étude relative au programme, notamment sur l'évaluation des besoins ayant servi de base à la conception du programme ?

/

## **(vi) Autres prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées**

L'experte serait reconnaissante de recevoir des informations concernant les autres de prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées, notamment les prestations en nature telles que les exemptions de facturation et subventions de services. Veuillez préciser quels programmes sont en vigueur afin de garantir aux personnes âgées l'accès aux soins de santé et un logement, un accès à l'eau et l'assainissement, l'éducation et le travail social.

Au Grand-Duché de Luxembourg, les communes, par le biais de leurs offices sociaux, accordent des aides financières. La loi sur la réforme des offices sociaux fut adoptée par la Chambre des Députés en date du 19 novembre 2009. Elle crée les instruments nécessaires pour une action coordonnée et harmonisée entre les communes permettant ainsi des interventions plus efficaces sur les situations de pauvreté et leurs causes.

L'aide sociale au Luxembourg vise à assurer à toute personne les biens de première nécessité, comprenant notamment les soins médicaux, le logement, l'alimentation, l'habillement, l'eau destinée à la consommation humaine et l'énergie domestique.

Depuis 1999, le Ministère de la Famille et de l'Intégration mène un programme actif pour favoriser le maintien des compétences auprès des personnes âgées (Life long learning) et la participation active des personnes âgées à la société. Ensemble avec des communes et différents organismes gestionnaires, des centres régionaux et locaux existent dans tout le pays. Ces centres (Clubs Senior, Académie Senior du RBS) proposent un large éventail d'activités (animation, sports, TICs, rencontre,...) pour les personnes âgées de plus de 50 ans et contribuent ainsi à lutter contre l'isolement social.

Par ailleurs le ministère soutient, sous des formes diverses, des organisations de personnes âgées ayant une représentativité régionale ou nationale.

### **Autre source intéressante :**

The economic situation of the elderly in Luxembourg in a cross-national perspective, Eva Sierminska, CEPS/INSTEAD, 2007